

Mise à jour: 31/10/2018 à 09H38 GMT

Sud QuotidienACTUALITE POLITIQUE **SOCIETE** ECONOMIE SOCIAL CULTURE SPORT

A la Une | Editorial | Analyses | Chronique | Dossiers | 100% Sud | Mon Sud a moi | Journal des internautes



Click to enable Adobe Flash Player

SAINT-LOUIS - RECRUESCENCE DU PHÉNOMÈNE DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES

DES MILLIERS D'HECTARES AFFECTES A DES INVESTISSEURS ETRANGERS SANS L'ACCORD DES POPULATIONS

Yves TENDENG | 31/10/2018 | 09H22 GMT

Tweet

Like 5



Le phénomène de l'accaparement des terres perdue dans la région de Saint-Louis où les litiges fonciers sont monnaies courantes. Des litiges qui ont démarré avec l'ex-communauté rurale de Mbane où un contentieux a longtemps opposé les populations locales aux élus locaux. Aujourd'hui, elles sont nombreuses à Saint-Louis les localités qui ont connu le même sort.

Après le cas de l'ex-communauté rurale de Mbane qui avait fait couler beaucoup d'encre et de salives, il y a quelques années de cela, le phénomène de l'accaparement des terres a certes connu un recul de nos jours dans la région de Saint-Louis. Mais elle traîne toujours des séquelles. Il y a eu tout d'abord le cas du projet Senhuile dans la commune de Ross Béthio, plus précisément dans le Ndiael où l'Etat avait affecté au départ quelques 26.000 hectares à des investisseurs étrangers. Quelques années plus tard, ces derniers se sont vus par la suite retirés 16.000 hectares, soit plus de la moitié de cette superficie, après maintes plaintes des populations de cette localité du Ndiael. Il s'en est suivi une série de manifestations de ces populations qui se sont affrontées à maintes reprises aux Forces de l'ordre.

Ces populations continuent d'ailleurs de réclamer le retrait des 10.000 hectares qui restent entre les mains des responsables du projet Senhuile. Il s'y ajoute aussi le cas de deux communes que projet Dodel et Démette, dans le Département de Podor, où des investisseurs étrangers notamment des Marocains avaient dernièrement bénéficié d'une superficie de 10.000 hectares. Ceci dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet dénommé Afri Partners. Là également ces investisseurs se sont vus retirer par la suite les 10.000 hectares sur décision présidentielle. Aujourd'hui, le phénomène de l'accaparement des terres est également bel et bien réel dans la commune de Diama, mais aussi dans le Gandiol où les populations veulent, à tout prix, récupérer les 40 hectares que la commune de Ndiébène Gandiol aurait dernièrement affecté à un projet dénommé Tougou Peulh, initié par des partenaires étrangers.

Commentaires (0)

Ajouter un commentaire

Votre nom *

DANS LA MEME RUBRIQUE

PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DE FRANCE (CGT)

«LES TRAVAILLEURS SENEGALAIS SONT EXPLOITÉS PAR LES MULTINATIONALES ETRANGERES»

MAGAL AU DOMICILE DE SERIGNE MOUNTAKHA BASSIROU MBACKE

LE KHALIFA «DOPE» LES FIDELES

SÉDHIOU - RENFORCEMENT DE LA DYNAMIQUE DE PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT

GOUDOMP RASSURE DE L'EXECUTION DES CHANTIERS

GRANDE MOSQUÉE DE KOLDA

BEAUCOUP DE MANQUEMENTS DEPLORES

ATTRIBUTION DU CONTRAT D'AFFERMAGE DE L'EAU AU GROUPE SUEZ AU DÉTRIMENT DE LA SDE

DES ASSOCIATIONS CONSUMERISTES EXIGENT DE L'ETAT DES EXPLICATIONS

JUGEMENT DE YAHYA JAMMEH

LES VICTIMES PRESENT ET SOLLICITENT L'APPUI DU SENEGAL

ZIGUINCHOR

SUDFM PRIME LES CRACKS DE L'ANNEE